
HANS DE WITTE
PEER SCHEEPERS

EN FLANDRE : ORIGINES,
ÉVOLUTION ET AVENIR
DU VLAAMS BLOK
ET DE SES ÉLECTEURS

95

EN BELGIQUE, LORS DES ÉLECTIONS, l'extrême droite obtient de meilleurs résultats en Flandre qu'en Wallonie. C'est pourquoi cet article s'intéressera principalement à l'extrême droite dans la partie flamande du pays. Quand on parle de l'« extrême droite » en Flandre, on se réfère avant tout au Vlaams Blok. Nous accorderons donc une place centrale à ce parti. Nous commencerons par nous pencher sur le passé du Vlaams Blok. Pour pouvoir bien cerner un parti d'extrême droite, il faut en analyser les divers éléments constitutifs (les structures, le programme et les contacts internationaux) et observer son électorat. C'est ce que nous nous attacherons à faire dans un deuxième temps. Ensuite, nous passerons en revue les réactions politiques et sociales à l'égard du Vlaams Blok. Nous terminerons en faisant une brève comparaison avec la situation en Wallonie et en livrant une réflexion sur l'avenir possible de ce parti.

HISTORIQUE DU VLAAMS BLOK

L'image que se forment les pays étrangers du Mouvement flamand et de ses aspirations n'est pas toujours correcte. On réduit souvent ce vaste mouvement au nationalisme flamand, qu'on identifie à son tour, et de manière parfois non nuancée, à l'extrême droite. Une meilleure compréhension de l'extrême droite exige que l'on explicite ces différents termes¹.

1. Voir M. Spruyt, *Grove borstels. Stel dat het Vlaams Blok morgen zijn programma realiseert, hoe zou Vlaanderen er dan uitzien ?*, Louvain, Éd. Van Halewyck, 1995, p. 33-35.

Le Mouvement flamand forme un vaste mouvement d'émancipation pluraliste actif aux niveaux économique, politique, social et culturel, et où pratiquement toutes les tendances sociales et politiques de la société flamande sont représentées. Le Nationalisme flamand constitue, lui, un courant politique au sein du Mouvement flamand et vise à promouvoir les intérêts du peuple flamand sur le plan politique. Cette défense des intérêts peut se traduire de différentes manières en termes politiques. D'aucuns plaident pour une structure fédérale au sein de l'État belge, d'autres souhaitent l'indépendance de la Flandre (séparatisme) et la dissolution de la Belgique. L'extrême droite en Flandre s'est toujours rattachée historiquement au Nationalisme flamand, sans que l'on puisse pour autant confondre ces deux réalités. Le nationalisme flamand d'extrême droite forme en effet un courant radical au sein du Nationalisme flamand. Ce mouvement associe un nationalisme à fondement ethnique à un rejet absolu de la Belgique et à une conception du monde propre à l'extrême droite.

Pour pouvoir bien cerner le rôle et la signification de l'extrême droite dans la société flamande, il est nécessaire de broser un bref historique du nationalisme en Belgique et en Flandre². La proclamation d'indépendance de la Belgique en 1830 fut à l'origine de l'apparition du Mouvement flamand. Il s'agissait au départ d'un mouvement essentiellement linguistique, formé en réaction à la francisation de l'État belge, et militant pour la reconnaissance officielle et l'égalité de droits du néerlandais. Vers le tournant du siècle, ce mouvement s'élargit au point de former un vaste mouvement nationaliste aspirant à l'épanouissement du peuple flamand, notamment sur les plans culturel et économique. Après la Première Guerre mondiale, ce nationalisme culturel se transforma en un mouvement politique qui allait adopter une attitude anti-belge. Le premier parti national-flamand, le Frontpartij, fut bientôt fondé et participa aux élections de 1919. Le programme de ce Frontpartij affichait une tendance démocratique de gauche : outre l'aspiration à l'autonomie de gouvernement de la Flandre (et de la Wallonie), ce parti soulignait l'importance de la démocratie et de l'anti-militarisme. Dans l'entre-deux-guerres, le nationalisme flamand prit des allures d'autoritarisme de droite et intégra dans son idéologie des

2. Voir en particulier L. Vos, « De nationale identiteit in België : een historisch overzicht », in R. Detrez et J. Blommaert (éd.), *Nationalisme. Kritische opstellen*, Berchem, EPO, 1994, p. 120-150 ; K. Deschouwer, *Organiseren of bewegen ? De evolutie van de Belgische partijstructuren sinds 1960*, Bruxelles, VUB-Press, 1993.

éléments de la pensée de l'Ordre nouveau. Une des raisons de cette évolution est à rechercher dans la prise de position anti-belge de ce mouvement. La démocratie parlementaire était considérée comme « belge » et réprouvée tout autant que la Belgique. En 1931, le mouvement *Verbond van Dietse Nationaal-Solidaristen* (*Verdinaso*) vit le jour, suivi en 1933 par le parti politique *Vlaams-Nationaal Verbond* (*VNV*). Ces deux organisations s'affichèrent antidémocratiques, antiparlementaires et corporatistes. Le *VNV* se fixa comme but de créer une variante flamande au national-socialisme allemand, et collabora avec l'occupant allemand durant la Seconde Guerre mondiale, parce qu'il partageait une même idéologie.

Cette collaboration avec l'occupant allemand jeta un lourd discrédit sur le Mouvement flamand après la Seconde Guerre mondiale. Juste après l'Armistice, l'ultranationalisme flamand (anti-belge) disparut dès lors en grande partie de la scène politique, et le souvenir de la collaboration bloqua durant de nombreuses années toute initiative flamingante. Cette situation provoqua un nouvel essor du nationalisme culturel dans les années d'après guerre, qui mit l'accent sur la querelle linguistique en Flandre et le développement de la culture flamande. Ce n'est qu'en 1954 qu'un nouveau parti national-flamand fut fondé : la *Volksunie* (*VU*). Le succès électoral de ce parti dans les années 1960 s'explique en grande partie par l'essor du nationalisme culturel. En insistant sur le fédéralisme, le pluralisme et la démocratie, ce parti ne s'avéra qu'en partie le successeur des partis nationaux-flamands d'avant guerre. À côté d'un noyau plus ancien d'ultranationalistes flamands, ce parti comprit également dès sa fondation des éléments modérés et progressistes. La *VU* ne connut une véritable percée électorale qu'en 1965 et devint pour la première fois membre d'un gouvernement national en 1977. Depuis 1993, la *VU* tente de se donner un nouveau profil au moyen d'un programme modernisé et progressiste.

L'ultranationalisme flamand d'extrême droite ne disparut cependant pas complètement du forum politique après la Seconde Guerre mondiale, mais « somnola » durant plusieurs décennies en marge du Mouvement flamand. La persistance de ce courant s'explique par plusieurs facteurs. Tout d'abord, on constate, dans la période de l'entre-deux-guerres, que des rapports étroits s'étaient établis entre le catholicisme dominant en Flandre et le Mouvement flamand. Cet état de fait atténua la vulnérabilité sociale du nationalisme flamand et de l'ultranationalisme flamand en son sein, tout en facilitant la résurgence politique. La tendance de la *Volksunie* à minimiser l'ampleur de la collaboration a également contri-

bué à la continuité de la tradition fascisante au sein du nationalisme flamand. Enfin, ce courant radical a aussi œuvré activement à sa réhabilitation au sein du Mouvement flamand, par le biais d'une forme sélective d'historiographie redéfinissant le concept de collaboration comme un aspect de la lutte pour l'émancipation flamande³.

98 Quoi qu'il en soit, jusque dans les années 1980, le nationalisme flamand d'extrême droite n'occupa qu'une place marginale et controversée en Flandre. Pourtant, ce mouvement a réussi à s'enraciner de nouveau dans la société flamande. Cela se fit de manière très progressive et – au début – très discrète⁴. Ce n'est qu'en 1951 que fut fondé le *Verbond van Vlaamse Oud-Oostfrontstrijders* (la Ligue des anciens combattants du front de l'Est), une organisation de soldats s'étant battus contre la Russie communiste aux côtés des Allemands durant la Seconde Guerre mondiale. Cette « ligue » donna naissance, après quelque temps, à d'autres groupements d'anciens combattants du front de l'Est et de collaborateurs. Si ces associations visaient avant tout à soulager les besoins matériels des collaborateurs, elles étendirent bien vite leurs prétentions à la revendication de la réhabilitation politique et idéologique de leurs activités lors de l'occupation allemande. Dans les années 1960 et 1970 se forma dans leur sillage un réseau d'organisations militantes de tout poil, telles que la milice fascisante *Vlaamse Militanten Orde* (Ordre des militants flamands – VMO), le centre de formation *Were Di* et le groupe d'action *Voorpost*, totalisant ensemble quelques centaines de militants. Ces associations formèrent le cadre structurel au sein duquel le *Vlaams Blok* allait plus tard se développer. Le *Vlaams Blok* ne surgit donc pas du néant, mais se construisit sur les fondements d'un réseau déjà existant d'individus actifs dans la fraction radicale du Mouvement flamand.

L'« étincelle » qui donna naissance au *Vlaams Blok* ne se produisit qu'en 1977. Cette année-là, la VU siégeait dans un gouvernement national incluant également son « ennemi juré », le FDF bruxellois (Front démocratique des francophones). L'adhésion de la VU au « pacte d'Egmont », qui prévoyait entre autres un élargissement des facilités

3. Voir B. Brinckman et B. De Wever, « De stille kracht van een ideologische verdwaling. Negationisme in Vlaanderen en Wallonië », in G. Verbeeck (éd.), *De verdwenen gaskamers. De ontkenning van de Holocaust*, Louvain, Acco, 1997, p. 88-89. F. Seberechts, « Beeldvorming over collaboratie en repressie bij de naoorlogse Vlaams-nationalisten », in Rudi Van Doorslaer et al., *Herfsttij van de 20ste eeuw. Extreem-rechts in Vlaanderen 1920-1990*, Louvain, Kritak, 1992, p. 65-82.

4. Voir F. Seberechts, *loc. cit.* ; L. Vos, « De rechts-radical traditie in het Vlaams-nationalisme », *Wetenschappelijke Tijdingen*, n° 3, 1993, p. 129-149.

linguistiques pour les francophones des communes de la périphérie bruxelloise, suscita un profond ressentiment au sein du Mouvement flamand. Mécontent de cet accord de pacification, le sénateur VU Lode Claes quitta le parti en 1977 et fonda le Vlaamse Volkspartij (VVP). Dans la même période, Karel Dillen créa le Vlaams-Nationale Partij (VNP). Le VNP regroupait principalement des nationalistes d'extrême droite qui avaient rompu avec la VU bien avant le pacte d'Egmont. En décembre 1978, ces deux partis formèrent un cartel électoral provisoire sous le nom de « Vlaams Blok », avant de fusionner officiellement quelque temps plus tard en adoptant dans son intégralité le programme ultranationaliste flamand du VNP.

LE VLAAMS BLOK EN TANT QUE PARTI

99

Le Vlaams Blok est un parti présentant une solide organisation et une centralisation rigide du pouvoir⁵. Les décisions sont prises par un comité directeur restreint dont les membres ne sont pas élus mais nommés par le comité sortant. Le président du Vlaams Blok n'est pas élu non plus. Jusqu'en 1996, le fondateur du parti, Karel Dillen, en était le président à vie. Lorsqu'il démissionna de sa propre volonté, il désigna son successeur, Frank Vanhecke, second parlementaire européen du parti depuis 1994.

Durant de nombreuses années, le Vlaams Blok fut une organisation de bénévoles. Ce n'est qu'à partir de 1988, soit dix ans après sa fondation, que l'on commença à en élaborer les structures et à en professionnaliser les cadres. Aujourd'hui, le parti dispose d'un réseau étendu de sections locales et de secrétariats d'arrondissement. De plus, le secrétariat national à Bruxelles comprend un grand nombre de départements, tels qu'un service juridique, un centre d'études et un institut de formation. La Nationalistische Omroepstichting (association de radiodiffusion et de télévision nationaliste) réalise les émissions de radio et de télévision du parti. La professionnalisation de son appareil et l'extension de son implantation locale permettent au Vlaams Blok de mener des campagnes intensives en période électorale, ainsi que de veiller au recrutement de militants et de membres. Le nombre de ces derniers n'augmente toutefois que lentement. Au début de 1992, le parti ne comptait que 7 000 adhérents. La proportion des membres du Vlaams Blok par rap-

5. Ce paragraphe se base sur M. Spruyt, *op. cit.*

port aux électeurs de ce parti est donc singulièrement faible en comparaison avec les grands partis « traditionnels » comme le Christelijke Volkspartij (CVP), le Socialistische Partij (PS) et le parti libéral Vlaamse Liberalen en Democraten (VLD).

Le bref historique du Vlaams Blok brossé ci-dessus a mis en évidence ses liens étroits avec l'extrême droite d'avant, de pendant, et d'après la Seconde Guerre mondiale⁶. Le parti cite lui-même explicitement le Verdinaso et le VNV comme sources idéologiques de son programme. Il rend aussi régulièrement hommage aux chefs de file de ces organisations d'extrême droite d'avant guerre⁷. Le Vlaams Blok entretient également de très bonnes relations avec des organisations flamandes d'extrême droite apparues dans les années 1960 et 1970. Pratiquement tous les élus en 1991 et en 1995 avaient auparavant fait leurs preuves dans des organisations d'extrême droite comme la milice privée VMO, la cellule intellectuelle de réflexion Were Di, le groupe militant Voorpost et l'organisation d'étudiants Nationalistische Studenten vereniging (Association des étudiants nationalistes – NSV). L'affinité idéologique entre la période d'avant et d'après guerre est assurée par quelques personnes charnières occupant une fonction de premier plan dans le parti, comme l'ancien président Karel Dillen et le sénateur Roeland Raes.

Le Vlaams Blok se profile comme un parti radical de choc, qui tente d'influencer l'agenda politique et le processus de décision par ses prises de position rigides. Dans sa propagande, il se révèle un parti contestataire d'extrême droite. Il se caractérise principalement par l'aspiration à l'indépendance de la Flandre (avec Bruxelles comme capitale) et par une virulente position de rejet des immigrés. Le parti souligne également son aversion envers ce qu'il appelle la « mafia politique » et la « politique de profiteurs » des partis traditionnels.

Le Vlaams Blok ne s'affiche donc pas comme un parti « monothématique ». Une analyse détaillée de ses programmes révèle en outre que son idéologie suit une ligne d'extrême droite cohérente⁸. Elle accorde la priorité à la conception d'une organisation nationaliste de l'État, qui conçoit le peuple comme une « communauté ethnique aux liens hérédi-

6. Pour une vue d'ensemble, consulter H. De Witte, « Schijn bedriegt. Over de betekenis en de strategie van het Vlaams Blok », *De Gids op Maatschappelijk Gebied*, 85^e année, n° 3, 1994, p. 243-268.

7. Cela paraît à première vue moins compromettant qu'à l'étranger, parce que les « grands chefs de file flamands » ont été épurés de leurs liens ou sympathies nationaux-socialistes à travers une sorte d'historiographie romancée (cf. note 3).

8. Voir M. Spruyt, *op. cit.*

taires ». Le concept de nationalité trouve son fondement dans une « consanguinité biologique ». Comme la structure d'État doit suivre la « structure ethnique naturelle », on opte pour une Flandre ordonnée de manière organique et hiérarchique. L'accent mis sur un ordonnancement de l'État fondé sur le nationalisme ethnique implique également que celui-ci doit être monoculturel et monoracial. Aucune place n'est laissée à un pluralisme politique ou idéologique. Le libéralisme et le marxisme se voient écartés comme des idéologies « ennemies du peuple ». Les membres de la communauté nationale doivent accepter de placer les intérêts nationaux au-dessus de tous les autres. Les libertés politiques et civiles se trouvent réduites par le principe du devoir national, englobant le devoir de participer sur le plan socio-économique, de fonder une famille nombreuse dans le cadre d'un mariage monogame et de loyauté envers la communauté nationale flamande. Les droits de l'individu se voient donc « assujettis à la primauté de l'ensemble organique » (c'est-à-dire : l'« ethnique »). Sur le plan politique, cette vision conduit *in extremis* à la dissolution du système parlementaire actuel, parce qu'il est le théâtre de différents intérêts qui s'opposent et qui nuisent à l'intérêt général du peuple et portent atteinte à la loyauté ethnique. Les textes programmatiques font souvent référence à l'inégalité de principe et fondamentale des individus et des peuples. Le Vlaams Blok souscrit ainsi à la valeur de base de l'idéologie d'extrême droite : l'inégalitarisme.

101

Marc Spruyt a également démontré dans ses recherches que la vision européenne du Vlaams Blok découle de son nationalisme ethnique. En effet, le Vlaams Blok est partisan d'une « Europe des peuples européens », et conçoit celle-ci comme un ensemble de « composantes vivantes et organiques », les « ethnies naturelles ». Cela implique une « Europe multiculturelle de peuples monoculturels (et monoraciaux) » de structure confédérale, au sein de laquelle les diverses communautés nationales conserveraient leur souveraineté. Une autorité et une justice supranationales sont à rejeter. Une politique européenne commune n'est souhaitable que dans le but de garantir l'intégration économique et la collaboration entre les polices et les armées nationales. Sur le plan économique, le Vlaams Blok plaide pour une sorte de « nationalisme libéral » : il est favorable au marché européen unique et aux accords de libre-échange, mais souhaite les limiter à des « cadres économiques et géographiques avec une culture européenne apparentée et un développement et des vues socio-économiques homogènes ». A l'intérieur des frontières européennes, les principes libéraux doivent donc prévaloir. Le Vlaams Blok souhaite toutefois protéger l'Europe du reste du monde

102 par le biais d'un protectionnisme drastique. De plus, le parti s'oppose à la libre circulation des personnes au sein de l'Union européenne, parce qu'il redoute que l'ouverture des frontières intérieures ne provoque une propagation de la criminalité et des étrangers « non européens ». Sur le plan militaire, le Vlaams Blok est partisan d'une puissante communauté de défense européenne, incluant une armée européenne pouvant à terme remplacer l'OTAN. Ce pouvoir militaire ne devrait pas seulement assurer la défense de l'Europe, mais serait également chargé de préserver les intérêts stratégiques et économiques en dehors du territoire strictement européen. Ce pouvoir militaire devrait permettre à l'Europe de jouer de nouveau un rôle de premier plan sur la scène internationale. Du point de vue géographique, l'Europe unifiée à laquelle aspire le Vlaams Blok reflète aussi le désir de ressusciter celle, glorieuse, d'antan. Ce parti rêve en effet d'une Europe s'étendant « de l'Atlantique à l'Oural », et n'hésite pas à remettre en question les frontières nationales européennes définies après la guerre. Elle souhaite rendre à l'Allemagne ses frontières de 1937, ce qui impliquerait l'annexion d'une partie de la Pologne actuelle. Le parti s'oppose à l'admission de la Turquie au sein de l'Union européenne, étant donné que ce pays ne peut, ni historiquement ni culturellement, pas plus que géographiquement, être considéré comme un pays européen.

Les aspirations et le programme du Vlaams Blok s'apparentent à ceux des autres partis d'extrême droite en Europe, avec néanmoins des accents spécifiques⁹. Dès les années 1970, le sénateur Vlaams Blok Roeland Raes fit fonction d'intermédiaire international entre les diverses organisations et les divers mouvements d'extrême droite européens. Ainsi, il diffusa en Flandre les ouvrages de plusieurs idéologues d'extrême droite, comme ceux d'Alain de Benoist, du mouvement français de la nouvelle droite, et du (néo) fasciste italien Julius Evola. Le Vlaams Blok entretient également de bonnes relations avec le Front national de Jean-Marie Le Pen. Le parti a d'ailleurs formé avec le FN et le Republikaner le « Groupe technique d'eurodroite » au Parlement européen après leurs victoires électorales en 1989. Sur le plan du contenu, ils se trouvaient sur la même longueur d'ondes, comme le prouve leur plate-forme politique commune « Orientations

9. Voir J. Van der Velpen, *Daar komen ze aangemarcheerd. Extreem-rechts in Europa*, Berchem, EPO, 1992 ; F. Elbers et M. Fennema, *Racistische partijen in West-Europa*, Leyde, Stichting Burgerschapskunde, 1993 ; R. Van den Brink, *De internationale van de haat*, Amsterdam, SUA, 1994.

européennes ». La disparition du Republikaner du Parlement européen en 1994 empêcha la reconstitution de ce groupe. A sa place fut créée une association moins contraignante avec le FN, la « Coordination de la droite européenne ». Cette solution présente cependant moins d'avantages qu'un groupe parlementaire, car seul un groupe parlementaire est habilité à introduire des résolutions au Parlement européen, et son temps de parole est plus important.

Cependant, la divergence d'interprétation du concept de « nationalisme » constitue l'un des éléments qui entravent la collaboration entre les différents partis d'extrême droite en Europe. Nous avons indiqué plus haut que le Vlaams Blok est un parti nationaliste-ethnique. Ce fait gêne parfois sa collaboration avec les partis « nationalistes-étatiques », tels que le FN et l'ancien MSI. Ceux-ci s'opposent à toute division de leur territoire national. C'est la raison pour laquelle le MSI ne fut pas admis en 1989 dans le « Groupe technique d'eurodroite » : ce parti « nationaliste-étatique » ne put en effet tolérer que le Republikaner définisse la région italienne de l'Alto Adige (Tyrol du Sud) comme territoire autrichien. La collaboration entre le FN et le Vlaams Blok est, elle aussi, menacée par cette divergence de vues. Le Vlaams Blok souhaite en effet l'annexion à terme de la « Flandre française » à la Flandre parce que les habitants de cette région du Nord de la France font à leurs yeux partie du peuple flamand. Cette conception est source de conflit avec le FN de Le Pen, pour qui un tel transfert forme une atteinte inacceptable à la nation française. La collaboration avec le FN français provoque dès lors, de temps à autre, des tensions au sein du mouvement d'extrême droite en Flandre. Les membres du Vlaams Blok Frank Vanhecke et Philip Dewinter étaient présents lorsque, en mai 1997, durant le congrès électoral du FN, Le Pen exhorta (une fois de plus) à la fondation d'un mouvement « Euro-nat » international. Le discours tenu par Vanhecke à cette occasion fit l'objet de critiques virulentes, répercutées dans *'t Pallieterke*, l'organe de presse de l'ultranationalisme flamand.

103

L'ÉLECTORAT DU VLAAMS BLOK

Depuis sa fondation, le Vlaams Blok a pris douze fois part à des élections (trois élections communales, six scrutins nationaux et trois élections pour le Parlement européen). Le tableau, page suivante, reprend les scores obtenus par ce parti. Comme le Vlaams Blok ne se présente qu'en Flandre, on a calculé le pourcentage de son électorat par rapport au groupe total d'électeurs du collège électoral néerlandophone.

Résultats électoraux du Vlaams Blok

Date	Type d'élections			Pourcentage des voix dans l'électorat néerlandophone (4)	Nombre d'élus	Pourcentage des voix dans le canton d'Anvers
	communales (2)	nationales (Chambre des représentants)	européennes (3)			
17 décembre 1978 (1)		×		2,1	1	3,3
8 novembre 1981		×		1,8	1	4,7
10 octobre 1982	×			(-)	2	5,1
17 juin 1984			×	2,1	0	5,4
13 octobre 1985		×		2,2	1	6,5
13 décembre 1987		×		3,0	2	10,1
9 octobre 1988	×			(-)	23	17,7
18 juin 1989			×	6,6	1	20,6
24 novembre 1991		×		10,3	12	25,5
12 juin 1994			×	12,6	2	24,1
9 octobre 1994	×			(-)	204	28,0
21 mai 1995		×		12,2	9	26,7

(1) Cartel électoral VVP-VNP.

(2) Comme le Vlaams Blok n'avait pas déposé de liste dans toutes les communes, les résultats globaux ne sont pas mentionnés.

(3) Lors des élections européennes de juin 1979, le VVP se présenta seul. Le VNP incita à émettre un vote nul.

(4) Ne tient donc pas compte d'une partie de l'arrondissement Bruxelles-Halle-Vilvorde.

Sources : C. Ysebaert, *Politiek Zakboekje (1984 à 1995)* ; ministère des Affaires intérieures, direction Élections.

Ce tableau permet de déduire que la base électorale du Vlaams Blok était assez stable mais limitée entre 1978 et 1985 (environ 2 %). Après 1987, le pourcentage des électeurs du Vlaams Blok commence à augmenter fortement. Aux élections européennes de 1989, il fait plus que doubler (de 3 % à 6,6 %, ce qui représente pratiquement un quart de million d'électeurs). Fin 1991, le Vlaams Blok réalise sa percée historique : 10,3 %, soit à peu près 360 000 habitants du collège électoral néerlandophone, votent alors pour ce parti. Celui-ci multiplie ainsi d'un coup par six le nombre de ses élus à la Chambre des représentants. Aux élections européennes de juin 1994, la part des électeurs du Vlaams Blok continue à augmenter pour atteindre les 12,6 %, soit environ 464 000 voix, et lui livre 2 élus. Ce score est presque réitéré lors du scrutin national de mai 1995, mais ne fournit pas autant d'élus qu'en 1991 en raison de la réduction du nombre de sièges éligibles. La croissance électorale du Vlaams Blok se stabilise donc entre 1994 et 1995.

On constate cependant des différences importantes suivant les régions. Le Vlaams Blok obtint ses premiers succès électoraux à Anvers. C'est également dans cette ville que le nombre de ses partisans augmenta le plus rapidement, comme l'indique le pourcentage de voix pour le Vlaams Blok dans le canton d'Anvers (la plus petite entité électorale administrative), figurant dans la colonne de droite du tableau. Aux élections communales de 1994, le Vlaams Blok n'engranga pas moins de 28 % des voix, ce qui en fit le plus grand parti du canton d'Anvers. Cette situation obligea tous les autres partis (à l'exception du petit « Parti du troisième âge ») à former une coalition afin d'administrer Anvers. Qu'Anvers ait fait fonction de pôle d'expansion pour le Vlaams Blok est sans doute lié à des facteurs historiques. Depuis des dizaines d'années, ce canton constitue le port d'attache du noyau dur d'extrême droite au sein du nationalisme flamand. Une analyse des résultats électoraux au niveau des quartiers de cette ville montre en outre que les voix en faveur du Vlaams Blok sont surtout nourries par une concentration accrue de personnes en situation de précarité¹⁰. A Anvers, deux facteurs ont donc joué un rôle déterminant dans l'expansion du parti d'extrême droite : les quartiers défavorisés et un noyau bien organisé de militants radicaux, qui ont su manipuler les habitants au moyen d'une campagne intensive.

105

Avant 1988, l'électorat du Vlaams Blok se limitait en grande partie à la ville d'Anvers. Depuis lors, le parti a étendu sa base à toute la Flandre. En 1988, on enregistra pour la première fois une augmentation des voix dans le triangle formé par les grandes villes d'Anvers, Gand et Bruxelles. En 1991, on pouvait distinguer trois zones : la région d'Anvers (environ 25 %), le triangle Anvers-Gand-Bruxelles (entre 10 % et 25 %) et – pour la première fois – le reste de la Flandre avec des pourcentages avoisinant les 5 %. Les résultats des élections ultérieures montrent que cette expansion en Flandre continue. Le Vlaams Blok n'obtient de faibles scores que dans le Brabant flamand (autour de Bruxelles) et en Flandre occidentale. Actuellement, le Vlaams Blok compte 2 parlementaires européens, 17 membres au sein du Conseil flamand élu au suffrage direct, 11 membres à la Chambre des représentants, 5 sénateurs, 34 membres de conseils provinciaux et 204 membres de conseils communaux. Le Vlaams Blok est donc devenu un parti bien ancré, y compris en termes d'élus.

10. M. Swyngedouw, « Verkiezingen in Antwerpen : het Vlaams Blok, Islamistische minderheden en kansarmoede », *Tijdschrift voor Sociologie*, vol. 11, n° 5-6, 1990, p. 401-429.

Depuis la moitié des années 1980, plusieurs études se sont penchées sur la composition et l'origine de l'électorat du Vlaams Blok¹¹. Leur première conclusion est que le parti a réussi en peu de temps à rassembler un corps électoral assez stable. Trois quarts des personnes ayant déjà voté Vlaams Blok continuent à donner leur voix à ce parti lors d'élections ultérieures. Les autres partis ne disposent généralement pas d'un électorat aussi fidèle. L'analyse de l'origine des électeurs suggère également un glissement dans le temps. A la fin des années 1980, le Vlaams Blok attirait surtout des électeurs qui avaient auparavant remis un bulletin blanc ou nul. En 1989, et surtout en 1991, le parti recruta ses électeurs principalement auprès de personnes votant habituellement pour le Socialistische Partij (SP) et, dans une moindre mesure, pour la Volksunie (VU) et le Christelijke Volkspartij (CVP). En 1995, ce réservoir sembla toutefois épuisé. L'affluence, plus faible, de nouveaux électeurs provenait alors de la VU. En 1995, le Vlaams Blok perdit d'ailleurs pour la première fois des électeurs au profit d'autres partis. L'électorat du Vlaams Blok est issu de presque toutes les couches de la population, même si certains groupes sociaux sont plus représentés que d'autres. Le profil type de l'électeur du Vlaams Blok se dessine clairement surtout depuis 1991. On y trouve un nombre plus élevé d'ouvriers et de personnes de formation inférieure. Les jeunes et les non-croyants sont également surreprésentés dans cet électorat. Les jeunes du bloc socialiste se sont laissé séduire en plus grand nombre par ce parti : 21 % d'entre eux votèrent pour le Vlaams Blok en 1991, alors que le pourcentage de voix Vlaams Blok pour la population totale s'élevait à 10 %¹².

Nous avons indiqué plus haut que le Vlaams Blok reconnaît son attachement idéologique à l'extrême droite. Des études réalisées auprès de ses électeurs montrent cependant que seule une minorité négligeable d'entre eux défend des conceptions d'extrême droite¹³. Cela n'a rien d'étonnant. La propagande du parti ne le présente pas comme un mouvement d'extrême droite. Marc Spruyt a comparé le programme du

11. Id., « Het Vlaams Blok 1980-1991 : opkomst, groei en doorbraak », in Rudi Van Doorslaer et al., *Herfsttij van de 20ste eeuw*, op. cit., p. 83-104. Résultats des *exit-polls* (sondages faits à la sortie de l'isoloir) réalisés sous la direction de M. Swyngedouw après les élections communales de 1994 et les élections nationales de 1995.

12. J. Billiet, M. Swyngedouw et A. Carton, « Protest, ongenoegen en onverschilligheid op 24 november [...] en nadien », *Res Publica*, vol. 35, n° 2, 1993, p. 221-235.

13. H. De Witte, J. Billiet et P. Scheepers, « Hoe zwart is Vlaanderen ? Een exploratief onderzoek naar uiterst-rechtse denkbeelden in Vlaanderen in 1991 », *Res Publica*, vol. 36, n° 1, 1994, p. 85-102.

Vlaams Blok à sa propagande, et a constaté que cette dernière ne mettait en exergue que les aspects « séduisants » de l'idéologie¹⁴. Les motifs incitant une personne à voter pour le Vlaams Blok peuvent donc être d'une tout autre nature que l'idéologie adoptée par ce parti. Les raisons pour lesquelles quelqu'un décide de voter pour le Vlaams Blok ont donné lieu à deux hypothèses opposées. La première estime que voter pour un parti d'extrême droite est l'expression d'une adhésion au programme défendu par celui-ci. La seconde considère au contraire qu'il s'agit d'une sorte de protestation apolitique, par laquelle on montre son aversion envers le fonctionnement des instances politiques. Les études réalisées confirment surtout la première hypothèse¹⁵. Le choix du Vlaams Blok se révèle principalement dicté par un rejet des immigrés. Donner sa voix à ce parti est donc une manière d'exprimer son accord avec sa politique anti-immigrés. Les sentiments d'impuissance et d'aversion envers la politique ne semblent jouer qu'un rôle secondaire dans le choix du Vlaams Blok, ce qui teinte le vote d'une minorité des électeurs Vlaams Blok d'une nuance de contestation politique.

107

Nous avons mentionné plus haut que le Vlaams Blok avait réussi à s'attirer la faveur d'anciens électeurs de la VU. Cela pourrait faire croire qu'une voix pour le Vlaams Blok exprime également une tendance nationaliste-flamande. Les études consacrées aux motivations de vote ont toutefois démontré à diverses reprises que les voix données au Vlaams Blok n'expriment que dans une mesure fort limitée une prise de position de ce type. Seuls 4 % à 5 % des électeurs du Vlaams Blok font référence à l'opposition Flandre-Wallonie pour motiver leur vote. Une comparaison de l'électorat de la VU avec celui du Vlaams Blok prouve même que les électeurs de tendance nationaliste-flamande votent pour la VU. Ce fait peut surprendre quand on sait que le programme nationaliste-flamand du Vlaams Blok est beaucoup plus radical que celui de la VU. Compte tenu de l'historique du Vlaams Blok, cette constatation peut être résumée par la boutade suivante : le nationalisme flamand constitue un élément crucial pour comprendre l'apparition et la nature de ce parti, mais s'avère quasi insignifiant comme explication du pouvoir d'attraction exercé par ce parti sur l'électorat flamand.

14. Voir M. Spruyt, *op. cit.*

15. J. Billiet et H. De Witte, « Attitudinal Dispositions to Vote for a "New" Extreme Right-Wing Party : The Case of "Vlaams Blok" », *European Journal of Political Research*, n° 27, 1995, p. 181-202 ; M. Swyngedouw *et al.*, *Subjectieve motieven van partijkeuze bij de nationale verkiezingen van 21 mei 1995*, Louvain, ISPO, 1996.

Les diverses vues développées dans la littérature scientifique permettent d'interpréter les constatations mentionnées ci-dessus¹⁶. La surreprésentation d'ouvriers et de personnes de formation inférieure parmi les électeurs du Vlaams Blok, le recrutement d'anciens électeurs du Socialistische Partij (SP) et la teneur anti-immigrés de leur vote corroborent la théorie des « intérêts économiques (menacés) ». Cette théorie part du principe que les catégories qui se sentent menacées sur le plan économique par la présence d'immigrés développent un penchant pour les partis politiques souhaitant réduire le nombre d'immigrés dans la société. Les ouvriers et les personnes de formation inférieure sont les principaux groupes à se trouver dans cette situation et appartiennent à l'électorat traditionnel du SP. D'autre part, la différence culturelle par rapport aux immigrés peut également exercer une influence importante sur ces groupes. Les ouvriers et les personnes de formation inférieure prônent en effet des conceptions plus conservatrices sur le plan socio-culturel, ce qui les porte à adopter une attitude moins positive envers les groupes de culture divergente¹⁷.

La surreprésentation de jeunes et de non-croyants ainsi que le recrutement de personnes ayant auparavant voté blanc ou nul peuvent être interprétés à partir de la « théorie des intérêts symboliques ». Celle-ci défend la thèse que les partis d'extrême droite constituent un pôle d'attraction pour les individus qui ne se sont pas (encore) intégrés, ou seulement dans une faible mesure, dans la société. Selon cette théorie, les individus non intégrés ont un penchant pour le nationalisme prôné par de tels partis, parce que cette idéologie leur offre de nouveaux liens collectifs et cadres d'intégration. Sans doute peut-on considérer les jeunes, les non-croyants et les personnes votant blanc ou nul comme moins intégrés. Les recherches ne confirment cependant pas que des considérations d'ordre nationaliste soient principalement à l'origine du vote en faveur du Vlaams Blok de ces catégories d'individus¹⁸. Il s'avère que ces derniers aussi justifient avant tout leur choix à partir de leur sentiment défavorable envers les immigrés. C'est pourquoi une autre façon d'expliquer le phénomène veut que les jeunes et les non-croyants, en raison de leur intégration plus faible dans une collectivité, se sentent

16. P. Scheepers, J. Billiet et H. De Witte, « Het electoraat van het Vlaams Blok. De kiezers en hun opvattingen », *Sociologische Gids*, 42^e année, n° 3, 1995, p. 232-252.

17. H. De Witte, *Conformisme, radicalisme en machteloosheid. Een onderzoek naar de sociaal-culturele en sociaal-economische opvattingen van arbeiders in Vlaanderen*, Louvain, HIVA, 1990.

18. P. Scheepers, J. Billiet et H. De Witte, « Het electoraat... », *loc. cit.*

moins retenus par des barrières normatives empêchant qu'une éventuelle attitude hostile aux immigrés ne se traduise en un vote pour un parti d'extrême droite¹⁹.

RÉACTIONS POLITIQUES ET SOCIALES VIS-À-VIS DU VLAAMS BLOK

La poussée électorale du Vlaams Blok a provoqué en Flandre (et en Belgique) un déluge de réactions. Pour faire face aux avancées électorales enregistrées par ce parti lors des élections communales de 1988, on nomma un Commissaire royal à la politique des immigrés. Sa tâche fut reprise ensuite par le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme, érigé par une loi en 1993. Ce service public belge a pour mission de lutter contre le racisme, la xénophobie et la discrimination par des programmes de formation et de sensibilisation, des actions judiciaires, une assistance juridique et la création de postes locaux enregistrant les plaintes en matière de racisme.

109

La victoire électorale du Vlaams Blok en 1991 provoqua en Flandre une onde de choc. Sur le terrain social, on mit immédiatement en place trois associations permanentes²⁰. Le groupement *Hand in Hand* englobe un grand nombre d'organisations issues des mouvements ouvriers, pacifistes, de jeunesse, de femmes, d'immigrés, en faveur du tiers-monde et de l'environnement. Cet organisme de coordination veut offrir formation et information sur la démocratie, la tolérance, le racisme et l'antiracisme. *Hand in Hand* mène des campagnes de sensibilisation, organise des manifestations de masse aux environs de la « Journée internationale de lutte contre le racisme », en mars, et soutient le principe du « cordon sanitaire », plaidant pour un refus de toute collaboration politique avec le Vlaams Blok. *Charta 97* se définit elle-même comme un « mouvement indépendant de citoyens individuels ». Cette cellule de réflexion progressiste, composée essentiellement d'intellectuels et d'artistes, veut se pencher sur la démocratie et ses défaillances en organisant des journées d'étude et des débats. *Objectif 479.917* est une organisation plus réduite de tendance plus radicale, fondée autour du

19. J. Billiet, « Church Involvement, Ethnocentrism and Voting for a Radical Right-Wing Party. Diverging Behavioural Outcomes of Equal Attitudinal Dispositions », *Sociology of Religion*, vol. 56, n° 3, 1995, p. 303-326.

20. P. Stouthuysen, « De vredes- en anti-racisembeweging. "De ontmoeting van oude en nieuwe sociale bewegingen" », in S. Hellemans et M. Hooghe (éd.), *Van "Mei 68" tot "Hand in Hand". Nieuwe sociale bewegingen in België 1965-1995*, Louvain, Garant, 1995, p. 69-88.

(marginal) Partij van de Arbeid, d'extrême gauche. Au moyen d'une pétition, ses militants œuvrèrent en faveur de l'approbation d'un projet de loi visant à octroyer automatiquement la nationalité belge aux étrangers ayant résidé légalement pendant cinq ans dans le pays. Pour l'instant, plus d'un million de signatures ont déjà été recueillies.

Le monde politique n'est pas non plus resté inactif. Les résultats des élections de novembre 1991, durant lesquelles un parti contestataire (ROSSEM) engrangea d'un seul coup près de 5 % des voix, furent interprétés de manière générale comme le signal d'un fossé se creusant entre les citoyens et la politique. Cette analyse déclencha un mouvement de rénovation au sein des grands partis, ce qui déboucha entre autres sur la transformation du Partij voor Vrijheid en Vooruitgang (PVV) d'alors en l'actuel VLD. D'autre part, on s'en prit au Vlaams Blok. Partant du principe du cordon sanitaire, on évita le plus possible toute collaboration avec ce parti, qui s'est ainsi retrouvé jusqu'à présent isolé dans l'arène politique. En 1995, les grands partis menèrent également une campagne clairement dirigée contre le Vlaams Blok, en faisant entre autres référence à la Seconde Guerre mondiale et aux dangers d'un vote « antipolitique ».

Le combat politique contre le Vlaams Blok se fit acharné à certains moments. En 1992, la publication du « programme en 70 points » de ce parti, plaçant pour l'introduction de mesures discriminatoires envers les « étrangers non européens », fut publiquement condamnée dans l'hémicycle du Conseil flamand. En 1994, la Ligue des droits de l'homme intenta un procès contre deux cadres du Vlaams Blok, accusés au nom de leur parti à cause de la teneur raciste de leur programme de parti. Mais le tribunal se déclara incompétent et les deux cadres furent acquittés en première instance. L'appel interjeté contre cette décision est momentanément en suspens. De plus, la législation en matière de lutte contre le racisme, laquelle s'était révélée auparavant peu contraignante, fut renforcée, et une loi contre le révisionnisme fut également approuvée. La Sûreté de l'État belge considère en outre le Vlaams Blok comme une « organisation subversive », ce qui autorise cette instance publique et la gendarmerie à exercer une surveillance sur le parti et ses cadres.

Enfin, la réaction du mouvement syndical par rapport à l'avancée du Vlaams Blok mérite également d'être mentionnée. Les syndicats chrétiens (ACV-CSC) et socialistes (ABVV-FGTB) font tous deux partie du groupement *Hand in Hand* depuis sa fondation. Les deux syndicats avaient déjà lancé dans le passé – conjointement ou non – plusieurs initiatives visant à l'intégration des immigrés et contre le Vlaams Blok. En plus de campagnes antiracistes sur les lieux de travail, comme l'action

commune « Les races ne nous séparent pas » en 1991, ces actions incluent aussi, entre autres, l'accord de refuser durant les élections sociales de 1995 les candidats manifestant publiquement leur sympathie à l'égard d'un parti d'extrême droite.

UNE COMPARAISON AVEC LA WALLONIE

La position spécifique occupée par le Vlaams Blok ressort le mieux lorsqu'on compare ce parti à d'autres partis d'extrême droite. Une comparaison avec la situation en Wallonie s'impose ici²¹. Le succès électoral de l'extrême droite en Wallonie est plutôt restreint, et ce courant se trouve scindé en diverses fractions rivales²². Cette différence s'explique peut-être par la manière distincte dont l'extrême droite s'est implantée historiquement dans les deux parties du pays. En Wallonie, l'extrême droite n'a pas réussi (ou beaucoup moins bien) à s'associer à un courant politique dominant. Les structures de ce mouvement n'ont connu qu'un développement limité. Les réseaux et les assises nécessaires à la constitution d'un parti n'étaient donc pas présents dans une même mesure en Wallonie, ce qui explique le faible succès électoral de l'extrême droite dans cette région. Au contraire, les structures déjà existantes permirent au Vlaams Blok de s'attirer des électeurs. L'expansion de l'électorat qui s'ensuivit assura le développement ultérieur de la structure de parti, ce qui élargit à son tour les possibilités de mener des campagnes et de convaincre des électeurs. Une telle dynamique ne s'est pas produite en Wallonie en raison de l'absence d'un tel réseau.

111

LE VLAAMS BLOK A-T-IL UN AVENIR ?

Le Vlaams Blok semble être entré, au milieu des années 1990, dans une phase de consolidation. Après une percée électorale au début des années 1990 et une lente progression dans la période qui suivit, on dirait que son pouvoir d'attraction électoral a atteint actuellement (provisoirement ?) son plafond. Rien ne permet d'affirmer cependant que ce parti

21. H. De Witte et G. Verbeeck, « Een rechts radicalisme met twee snelheden. Hoe het verschil verklaren tussen het succes van uiterst-rechtse partijen in Vlaanderen en in Franstalig België ? » – « Un radicalisme de droite à deux vitesses. Comment expliquer la différence entre le succès des partis d'extrême droite en Flandre et en Belgique francophone ? », in A. Morelli et al. (éd.), *Le Racisme, élément du conflit Flamands/francophones ?*, Berchem, EPO, 1998.

22. H. De Witte, « On the "Two Faces" of Right-Wing Extremism in Belgium », *Res Publica*, vol. 38, n° 2, 1996, p. 397-411.

va disparaître prochainement du paysage électoral. Il dispose de bien trop d'atouts. Pour n'en citer que quelques-uns : une direction charismatique, répartie de fait entre plusieurs personnes (Frank Vanhecke, Philip Dewinter, Gerolf Annemans), des cadres de parti bien formés et une structure régionale solidement ancrée ; enfin, un électorat fidèle. En outre, le Vlaams Blok a réussi, au moyen d'une stratégie bien orchestrée, à se forger un profil populiste parvenant à dissimuler son passé extrémiste. Comme les prochaines élections ne sont prévues que pour 1999, le parti dispose de suffisamment de temps pour consolider ses structures et élaborer ses nouvelles lignes stratégiques. La constatation d'une certaine accoutumance s'instaurant en Flandre à l'égard de ce parti vient s'ajouter à la liste de ses atouts.

112 Toutefois, la problématique des immigrés, sur laquelle se base l'électorat du Vlaams Blok, semble être sur le retour en termes de force d'attraction électorale. Le Vlaams Blok a anticipé cette évolution en élargissant peu à peu ses thèmes (stratégie de diversification). Ainsi, il a accordé progressivement plus d'importance aux problèmes de « sécurité » et de « criminalité », qu'il continue par ailleurs à associer au thème des immigrés. Au début de 1998, le Vlaams Blok est parvenu à s'allier un ancien commissaire de police d'une grande popularité, le Bruxellois Johan Demol, qui lui a permis de donner des contours concrets à ce thème. Demol avait été suspendu après qu'on eut découvert qu'il avait menti au sujet de son ancienne appartenance à l'organisation d'extrême droite « Front de la jeunesse ». Lorsqu'il fut congédié peu après, pour une question de procédure, il fut aussitôt accueilli par le Vlaams Blok, qui en fit sa tête de liste à Bruxelles pour les élections parlementaires de 1999. Les thèmes traditionalistes et catholiques ultra-orthodoxes tels que la lutte contre l'avortement et « la société permissive, le libertinage sexuel et la dissolution des mœurs », furent confiés à une nouvelle venue sur la scène politique, la parlementaire Alexandra Colen. Elle se fit remarquer à plusieurs reprises par des positions destinées – semble-t-il – à attirer un nouveau groupe d'électeurs : les catholiques ultra-traditionalistes. Ses points de vue souvent controversés ont obligé la direction du parti à de fréquents rappels à l'ordre. Le Vlaams Blok tente également d'élargir sa base aux dépens de l'électorat du SP (et du mouvement ouvrier en général). A l'instar du FN en France, le Vlaams Blok s'efforce en effet de s'approprier les thèmes et les symboles du mouvement ouvrier. A cette fin, le parti a élaboré un programme social – assez restreint pour l'instant – associant les revendications classiques du socialisme, comme l'augmentation des pensions et la lutte contre le

chômage, à des positions ultranationales flamandes et ethnocentriques. Ces revendications furent lancées en 1996 lors d'une manifestation du 1^{er} mai organisée au pied de la statue du prêtre Daens, symbole du mouvement ouvrier chrétien en Flandre. Il faut y voir une tentative de récupération des symboles du mouvement ouvrier tant socialiste que chrétien. En mai 1997 et mai 1998, le Vlaams Blok organisa des manifestations dans des communes confrontées à la fermeture de grandes entreprises (le chantier de construction navale Boelwerf à Tamise et l'usine Renault à Vilvorde) avec le dessein de récupérer une partie de la vague de protestations provoquée par ces fermetures.

Seul l'avenir dira si cette nouvelle stratégie d'extension du Vlaams Blok lui permettra de gagner de nouveaux électeurs. Elle n'est cependant pas exempte de dangers pour le parti lui-même. Sur certains thèmes socio-économiques et idéologiques, les opinions divergent fortement au sein du Vlaams Blok²³. L'accentuation de certains thèmes ne faisant pas l'unanimité au sein du parti risque de semer la zizanie dans les rangs et d'augmenter les tensions internes. Une bonne illustration de ce danger nous est donnée par le conflit ayant opposé Alexandra Colen et Philip Dewinter en juin 1998. Lorsque Colen manifesta son intention d'introduire une proposition de loi visant à interdire les publicités montrant des personnes nues, son confrère la qualifia de « dévote puritaine ». Colen répliqua en traitant Dewinter, l'un des jeunes radicaux du parti, de « dictateur fasciste ». Le conseil du parti, convoqué en toute hâte, parvint néanmoins à réconcilier les deux parties. Colen dut toutefois retirer sa proposition de loi pour arriver à un compromis.

113

23. W. De Sutter, « Panorama van hedendaags extreem-rechts in België », in *Geen voorrang van rechts. Verslagboek, SF-Kadervormingsdagen*, Bruxelles, SF-Federatie voor Progressief Jongerenwerk, 1996, p. 80-81.

R É S U M É

Après un aperçu historique des mouvements d'extrême droite en Flandre, on brosse ici le portrait du Vlaams Blok, en analysant ses structures, son programme, ses contacts internationaux et son électorat. L'article étudie ensuite les réactions politiques et sociales vis-à-vis de ce parti, et réalise une comparaison avec la situation en Wallonie avant de conclure par quelques considérations sur la manière dont on peut envisager l'avenir du Vlaams Blok.